

RÉGION GRAND EST

COMMISSION PERMANENTE DU 13 OCTOBRE 2023

MONTANT GLOBAL DES AIDES ATTRIBUÉES : 1,5 Mrd€



SOMMAIRE

La Région innove avec la 1 ^{ère} Société Publique Locale ferroviaire en France : Grand Est Mobilités	p.3
La Région Grand Est accompagne l'apprentissage, voie d'insertion et d'excellence	p.4
Plan vidéoprotection : des évolutions pour les communes	p.6
La Région aux côtés des clubs sportifs du Grand Est	p.7
Manger local et durable dans les cantines, c'est possible !	p.8
Autres points :	p.9
- 50 000 euros en soutien aux populations libyennes touchées par les inondations	
- Formation : agir en phase avec les réalités du terrain	
- A vos marques : cap sur les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024	
- Plus de bornes et de points de charge en Grand Est	

La Région innove avec la 1^{ère} Société Publique Locale ferroviaire en France : Grand Est Mobilités

Dans une ère où la mobilité durable devient la clé de l'avenir, la Région Grand Est se démarque en créant la SPL Grand Est Mobilités. Cette initiative audacieuse redéfinit les règles du jeu du transport ferroviaire et ouvre la voie à un service de qualité pour les voyageurs, tout en préparant la région à l'ouverture à la concurrence.

Officiellement créée en avril 2022, cette société publique locale est la première du genre en France. Sa mission ? Dynamiser le système de transport ferroviaire et améliorer l'expérience des voyageurs. Pour cela, la SPL Grand Est Mobilités s'engage à :

- Réaliser des études innovantes pour optimiser les plans de transport.
- Créer des stratégies commerciales de pointe et renforcer la relation client, en particulier dans le domaine ferroviaire.
- Surveiller les performances et garantir une haute qualité de service.
- Veiller à la maintenance des actifs, des infrastructures, des équipements et des matériels roulants.

Cette démarche novatrice vise à préparer l'avenir de la mobilité ferroviaire, anticipant l'ouverture à la concurrence prévue pour l'ensemble des services ferroviaires de voyageurs d'ici 2033.

Après plus d'une année de structuration pour devenir le bras armé de la Région en matière de politique de transport ferroviaire, la Région va également confier à la SPL Grand Est Mobilités la gestion de 192 rames qui lui seront progressivement transférées (soit environ la moitié du parc régional, représentant une valeur estimée à terme à 1,45 milliard d'euros). Elle aura notamment la responsabilité de contrôler l'utilisation du matériel par les entreprises ferroviaires et d'assurer l'ingénierie pour la mise en concurrence des prestataires en vue de la maîtrise d'ouvrage des futures régénérations à mi-vie des rames Régiolis.

La Région Grand Est accompagne l'apprentissage, voie d'insertion et d'excellence

L'emploi est une priorité pour la Région, un moteur indispensable à la vie de nos territoires. La collectivité réaffirme son soutien aux centres de formations d'apprentis (CFA), aussi bien sur des investissements immobiliers que sur le financement des formations au travers d'un fonds de soutien spécifique, pour accompagner des filières majeures pour les territoires.

➤ Des investissements à hauteur de 4,6 millions d'euros

Centre de formation Bernard Stalter à Eschau (67) :

- Création d'un espace dédié pour le pôle bijouterie / métiers d'art
Coût global du projet : 317 184 euros, dont 158 592 euros financés par la Région Grand Est
- Extension du pôle boulangerie/pâtisserie
Coût global du projet : 1,97 millions d'euros, dont 590 821 euros financés par la Région Grand Est
- Création d'un magasin pédagogique
Coût global du projet : 108 365 euros, dont 32 509 euros financés par la Région Grand Est

Extension du pôle d'Excellence Hôtelier au CEFPPA Adrien Zeller à Illkirch Graffenstaden (67)

Coût global du projet : 19,514 millions d'euros, dont 3 millions d'euros financés par la Région Grand Est

Travaux de réhabilitation du bâtiment et agrandissement de l'atelier chaudronnerie du CFA de l'Industrie de Champagne-Ardenne à Saint Dizier (52)

Coût global du projet : 2 millions d'euros, dont 600 000 euros financés par la Région Grand Est auxquels s'ajoutent près de 64 000 euros pour l'investissement informatique.

Travaux au sein du nouveau bâtiment du CFA BTP de la Moselle (57)

Coût global du projet : 484 075 euros, dont 242 037 euros financés par la Région Grand Est

➤ Un fonds de soutien des formations par apprentissage : plus de 2,2 millions d'euros pour 20 CFA (+29,4% par rapport à 2022)

Depuis le 1^{er} janvier 2020, les Régions peuvent contribuer au financement des CFA quand des besoins d'aménagement du territoire et de développement économique le justifient. Ainsi, la Région Grand Est a décidé de mettre en œuvre un fonds de soutien des formations par apprentissage adaptées aux besoins des entreprises.

Les CFA soutenus :

Dans les Ardennes (08) : Lycée agricole de Rethel / CFA du BTP de Poix-Terron / CFAI Champagne-Ardenne, site de Charleville-Mézières

Dans l'Aube (10) : CFA BTP de Pont-Sainte-Marie / CFAI Champagne-Ardenne, site de Rozière-Près-Troyes / Campus Terre de l'Aube à Bar sur Seine

Dans la Marne (51) : Maison familiale et rurale de Auve / CFAI Champagne-Ardenne, site de Reims

Dans la Haute-Marne (52) : CFA du BTP de Chaumont / CFAI Champagne-Ardenne, site de Saint-Dizier

En Meurthe-et-Moselle (54) : Lycée polyvalent Jean Zey à Jarny / ALPA à Haroué / CFA du BTP de Pont-à-Mousson / Institut de formation pratique à Nancy / CFAI API à Maxéville

Dans la Meuse (55): ALFOREAS IRTS à Verdun / EPL AGRO à Bar-Le-Duc

Dans le Bas-Rhin (67): Centre national de formation des facteurs d'orgues à Eschau

Dans le Haut-Rhin (68): BK Ambitions à Illzach

Dans les Vosges (88): AFPIA à Liffol le Grand / AGEFAPAGE à Gérardmer / APLEA à Mirecourt /Mauffrey Academy à Eloyes

Plan vidéoprotection : des évolutions pour les communes

Avec la fin du déploiement de la fibre optique sur les réseaux d'initiative publique en Grand Est, la Région poursuit ses engagements en faveur de la transition numérique de ses territoires. C'est dans ce cadre que la Collectivité a adopté, le 23 juillet 2021, son [plan régional de soutien des collectivités aux usages numériques en faveur de la vidéoprotection](#), qui, aujourd'hui, évolue pour permettre au plus grand nombre de s'équiper.

A présent, le montant de l'aide est porté à **40 000 euros** par commune (contre 20 000 euros jusqu'alors), **60 000 euros** par communes si plusieurs communes portent ensemble un projet de prévention de la délinquance. Si le projet est situé dans une zone désignée comme « territoire de sécurité urbaine et rurale » par l'Etat, l'aide peut aller jusqu'à **20 000 euros** supplémentaires.

L'actualisation des plafonds permet :

- De répondre aux évolutions des coûts d'équipement constatés.
- D'intégrer les recommandations de l'ANSSI¹ pour intégrer une connexion filaire par fibre optique des caméras afin de garantir une meilleure exploitation des réseaux localement mais aussi la possibilité de renvoi d'image vers des centres opérationnels.

En outre, la Région maintient la prise en charge directe du raccordement de chaque caméra au réseau fibre Losange ou Rosace (environ 2 000 euros par caméra).

Accessible à toutes les collectivités, ce dispositif rencontre un vif succès dans l'ensemble des territoires du Grand Est. Ce sont ainsi 43 collectivités supplémentaires qui bénéficient d'une subvention régionale de près de **670 000 euros**.

Depuis le lancement du dispositif, ce sont désormais 410 collectivités engagées dans la sécurisation de leurs espaces publics (294 en création et 113 en extension d'un système existant) pour plus de 5,64 millions d'euros. Soit un total de 3 380 caméras !

¹ Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information

La Région aux côtés des clubs sportifs du Grand Est

Alors que le monde sportif a les yeux tournés vers les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, il doit lui-aussi répondre sur le terrain aux nouveaux enjeux sociétaux actuels. Ces évolutions s'illustrent notamment par l'intérêt certain de la population pour l'activité physique, sous un axe « loisirs/bien-être », mais aussi à la nécessaire prise de conscience des enjeux environnementaux qui lui sont liés.

Dans ce contexte, la Région réaffirme son engagement pour favoriser le sport pour tous et **engage plus de 1,5 million d'euros en faveur de 54 clubs de haut-niveau du Grand Est** pour leur permettre de poursuivre leurs actions sur la saison 2023-2024.

Ces 54 clubs (dont huit professionnels et 46 amateurs), sont les fers de lance de l'athlétisme, du basket, du handball, de l'escrime et bien d'autres disciplines, représentant le meilleur du sport régional. Ils sont la vitrine du large panel de pratiques qu'offre le territoire. La Région les accompagne dans leur progression en championnat mais aussi dans leur structuration, leur animation locale ainsi que le suivi individualisé des sportifs. Ce soutien prend en compte trois aspects essentiels :

1. Les clubs professionnels bénéficient d'un soutien financier pour leurs centres de formation permettant ainsi de développer les talents sportifs de demain.
2. La Région encourage les clubs à s'engager dans des missions d'intérêt général, qu'il s'agisse de développement d'activités dans les zones rurales, de formations, de promotion de la pratique sportive écoresponsable ou encore d'actions en faveur de la jeunesse et du sport santé.
3. Certains clubs se voient octroyer une bonification au titre du label Grand Est qui récompense leur engagement en matière de coopération, de mutualisation, de professionnalisation et de structuration* et ainsi de dynamique territoriale.

**afin d'en bénéficier, les clubs doivent justifier d'au moins deux de ces critères.*

En savoir plus sur ce dispositif : <https://www.grandest.fr/vos-aides-regionales/soutien-aux-clubs-de-haut-niveau/>

Manger local et durable dans les cantines, c'est possible !

Dans les lycées du Grand Est, les pratiques changent au profit de nouvelles habitudes, pour élaborer de bons repas, avec des ingrédients produits localement. Cette ambition régionale est portée par le programme pour une Alimentation Durable et Autonome en Grand Est (ADAGE), voté par la Région en 2022. A terme, l'objectif est que 70% de l'alimentation des cantines soit issue de productions locales, dont un tiers de l'agriculture biologique.

C'est dans le cadre d'ADAGE, qu'une aide de 180 000 euros a été votée ce jour pour accompagner 20 lycées pilotes dans leurs achats en produits locaux durables. Cette phase d'expérimentation et d'accompagnement aux changements de pratiques s'inscrit en préfiguration du soutien aux achats locaux et durables des lycées publics prévu dans le [Plan régional pour la restauration et l'hébergement](#).

Deux chantiers impliquant 20 lycées publics du Grand Est et menés en partenariat avec les Départements de la Meurthe-et-Moselle et de la Meuse et la SCIC Paysan bio lorrain, seront lancés d'ici la fin de l'année :

- Le chantier « **paniers bio lycées** » permettra aux établissements volontaires de réaliser des achats de produits bio locaux à travers la plateforme développée par la Société d'intérêt collectif (SCIC - statut de l'Economie Sociale et Solidaire) Paysan bio lorrain. Cet outil issu d'une coopérative de producteurs bio du Grand Est permet la commande, la facturation et la livraison de produits répondant aux critères de la restauration collective. La Région s'appuiera notamment sur l'expérience du Département de la Meurthe-et-Moselle qui a déjà engagé l'opération « paniers collèges » en soutenant les achats auprès de deux acteurs locaux : les Fermiers lorrains et Paysan bio lorrain.

13 lycées pilotes sont concernés par cette expérimentation : Hervé Bichat à Courcelles-Chaussy, Entre Meurthe et Sanon à Dombasle, François Richard Joubert à Flavigny-sur-Moselle, Alfred Mézières à Longwy, Boutet de Monvel à Lunéville, Mathieu de Dombasle à Malzéville, Fabert, Louis Vincent, Robert Schumann et Raymond Mondon à Metz, Henri Poincaré et Georges de la Tour à Nancy, et Stanislas à Villers-lès-Nancy.

- Le chantier « **paniers Agrilocal55 lycées** » permettra aux lycées volontaires de réaliser des achats de produits locaux meusiens à travers la plateforme portée par le Département de la Meuse depuis deux ans. Cet outil développé à l'échelle nationale est utilisé par trois départements du Grand Est : la Haute-Marne, la Meuse et les Vosges. Il permet la commande et la facturation dans les règles des marchés publics.

Les 7 lycées impliqués sont : Legta de la Meuse (site Philippe de Vilmorin), Emile Zola et Ligier Richier à Bar-le-Duc, Henri Vogt à Commercy, Alfred Kastler à Stenay, Freyssinet&Fournier et Marguerite à Verdun.

Toujours dans le cadre du programme ADAGE, la Région a également approuvé le lancement de **l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) facilitateurs de sourcing local**, afin de constituer un réseau régional de facilitateurs au service des acheteurs souhaitant accroître leurs achats en produits locaux de qualité.

Cet AMI s'adresse aux collectivités, têtes de réseaux, organismes professionnels ou d'intérêt général et associations. Il doit permettre d'identifier des acteurs de terrain disposant de ressources et une capacité à cartographier les offreurs de solutions locaux. Les candidats ont jusqu'au 24 novembre 2024 pour envoyer leur dossier (plus de renseignements par mail à alimentationdurable@grandest.fr).

Ces deux rapports du programme ADAGE s'ajoutent aux actions déjà déployées par la Région et qui visent toutes l'amélioration de l'offre en produits locaux durables dans la restauration collective en Grand Est.

En savoir plus sur : <https://www.grandest.fr/actualites/plan-lycees>

50 000 euros en soutien aux populations libyennes touchées par les inondations

Les élus, réunis ce vendredi 13 octobre 2023 à l'occasion de la Commission permanente du Conseil régional du Grand Est, ont accordé une subvention de 50 000 euros à l'association ACTED (ONG française de solidarité internationale, experte en situation d'urgence) suite aux inondations survenues dans la région de Derna en Libye. Face à cette catastrophe naturelle, la Région vient en aide aux populations ayant besoin en urgence d'abris, d'assistance alimentaire, d'eau propre, d'infrastructures sanitaires, de kits d'hygiène.

Formation : agir en phase avec les réalités du terrain

Les élus, réunis ce vendredi 13 octobre 2023 à l'occasion de la Commission permanente du Conseil régional du Grand Est, ont approuvé le financement de cinq actions de formation s'adressant à 51 demandeurs d'emploi, à hauteur de près de 543 000 euros :

- Une formation à Courcelles-Chaussy (57) en faveur de 6 demandeurs d'emploi en particulier du secteur paysage, bâtiment ou agriculture souhaitant s'initier aux techniques de construction en pierre sèche afin de perpétuer un savoir-faire patrimonial aux intérêts agro-écologiques reconnus.
- Un parcours vers les métiers du numérique, permettant à 12 demandeurs d'emploi de se préparer au métier de développeur d'applications, fortement recherché sur le marché de l'emploi à Mulhouse (68).
- Une formation permettant à 10 demandeurs d'emploi de découvrir puis de se former aux métiers de plombier sanitaire et menuisier d'extérieur à Woippy (57).
- Une formation de 15 stagiaires en BTS Audiovisuel option image de niveau 5 en deux ans à KMO à Mulhouse (68).
- Une formation pour 8 demandeurs d'emploi ou jeunes des Vosges (88) se destinant au métier de monteur audiovisuel, en lien avec Quai Alpha, incubateur local dans les métiers du numérique et des médias.

A vos marques : cap sur les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024

Dans le cadre de sa labellisation [Terre de Jeux 2024](#), la Région Grand Est lancera l'Opération « 3, 2, 1 Faites vos Jeux Grand Est 2024 ».

Entre mai et mi-juillet 2024, elle prendra la forme d'un véhicule aménagé qui sillonnera 24 villes étapes en amont de Paris 2024 pour proposer des ateliers et animations associant Sport et Santé.

Cette opération vise notamment à sensibiliser, par le biais du sport, les jeunes de 15 à 29 ans, sur les problématiques de santé, la lutte contre les addictions, le bien-être mental, et l'activité physique. Cette animation itinérante intégrera également le parcours du Relais de la Flamme olympique dans des lieux iconiques d'un intérêt patrimonial fort, où le sport et la culture seront mis en scène à l'occasion du passage de la flamme.

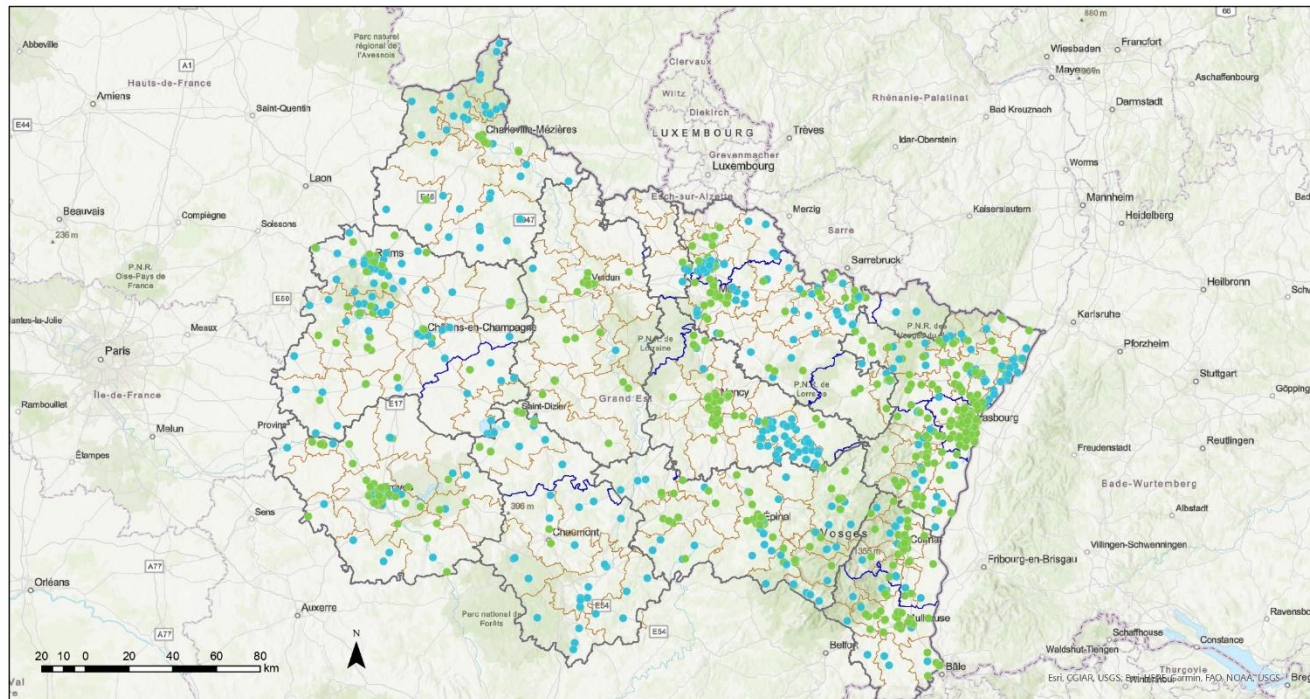
Le parcours de la Flamme en Grand Est :

- **Mercredi 26 juin 2024, en Alsace** : depuis la Passerelle des Trois Pays à Huningue (site traversé), jusqu'à Strasbourg (ville-étape),
- **Jedi 27 juin 2024, en Moselle** : jusqu'à Metz (ville-étape), en passant par le site verrier de Meisenthal et la Maison de Robert Schuman à Scy-Chazelles (sites traversés),
- **Vendredi 28 juin 2024, en Haute-Marne** : à Saint-Dizier (ville-étape), à Bourbonne-les-Bains et au Mémorial Charles de Gaulle à Colombey-les-Deux-Eglises (sites traversés),
- **Samedi 29 juin 2024 dans la Meuse** : à Verdun (ville-étape), à la Citadelle de Montmédy et au Mémorial de Verdun (sites traversés),
- **Dimanche 30 juin 2024 dans la Marne** : à Reims (ville-étape) et à Epernay - Avenue de Champagne (site traversé).
- **Samedi 13 juillet 2024 dans l'Aube** : à Troyes (ville-étape) et les lacs de la forêt d'Orient (site traversé).

En savoir plus sur : <https://faitesvosjeux.grandest.fr/>

Plus de bornes et de points de charge en Grand Est

Localisation des projets d'installation des bornes de recharge des véhicules électriques (octobre 2023)



Légende

- Infrastructures de recharge des véhicules électriques
- Habitat collectif
 - Entreprise / association / acteur touristique
 - Collectivité
- Départements
 Mairies de Région
 EPCI

Pour aller plus loin :

<https://experience.arcgis.com/experience/136d0601218b41dba8be9932154e8e99/page/Carte/>